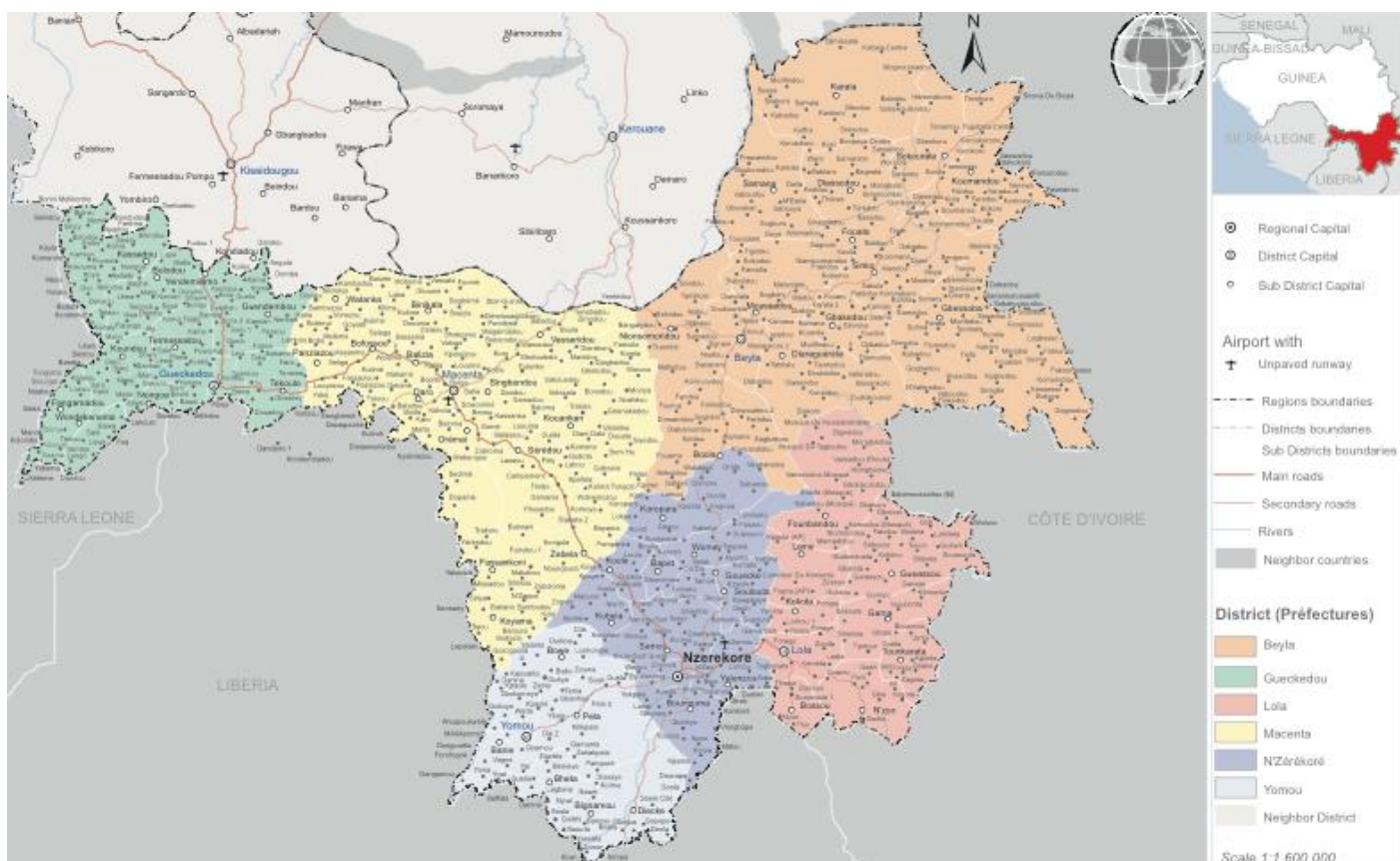


CONSIDÉRATIONS CLÉS : FLAMBÉE ÉPIDÉMIQUE DE MALADIE À VIRUS ÉBOLA EN GUINÉE EN 2021, LE CONTEXTE DE N'ZÉRÉKORÉ

Cette note stratégique résume les considérations clés, en mars 2021, inhérentes au contexte social, politique et économique de la flambée épidémique de maladie à virus Ébola (MVE) survenue dans la préfecture de N'Zérékoré, en Guinée. La flambée épidémique a été déclarée le 14 février 2021, deux semaines après le décès du premier cas connu, une agente technique de santé (ATS) originaire de Gouécké. La ville de Gouécké est située à 40 km au nord de N'Zérékoré par la Route Nationale 2 goudronnée. L'agente de santé avait reçu des soins dans un centre de santé à Gouécké, ainsi que dans une clinique et auprès d'un guérisseur traditionnel à N'Zérékoré. Elle est décédée à N'Zérékoré le 28 janvier.¹ Lorsqu'ils sont tombés malades, les proches du premier cas connu se sont rendus à l'hôpital régional de N'Zérékoré, où ils ont transmis la MVE à des membres du personnel soignant. Bien que le risque de transmission dans les zones rurales de la sous-préfecture de Gouécké soit élevé, jusqu'à présent, la majorité des cas ont été signalés dans le milieu urbain de N'Zérékoré, qui fait l'objet de cette note stratégique. À la date de la rédaction (22 mars), le nombre total de cas s'élève à 18 (14 cas confirmés, 4 cas potentiels), avec 9 décès et 6 guérisons. Le dernier nouveau cas a été signalé le 4 mars.

La ville de N'Zérékoré est la capitale administrative de la préfecture de N'Zérékoré et de la région de N'Zérékoré. Elle est le centre urbain le plus important de la région de la Guinée Forestière, au sud-est de la Guinée, et une importante plateforme commerciale, économique et de transport entre la Guinée forestière, la Sierra Leone, le Libéria et la Côte d'Ivoire. Sa population est estimée à 250 000 habitants. Elle est située à environ 560 km au sud-est de la capitale nationale, Conakry. L'émergence de la MVE à N'Zérékoré met les populations locales en danger et augmente le potentiel de transmission transfrontalière de la maladie. La présente note stratégique, axée sur les facteurs de risque, présente les structures sociales et politiques susceptibles d'être mises à profit pour soutenir la riposte contre la flambée épidémique.



Carte 1 - Guinée

CONSIDÉRATIONS CLÉS

- L'épidémie de maladie à virus Ébola de 2013–2016 et la riposte ont cristallisé des tensions sociopolitiques et accru la méfiance de la population envers les autorités sanitaires et représentants de l'Etat. Il ne faut pas sous-estimer les séquelles multidimensionnelles de cette période, y compris les répercussions de la suspicion mutuelle, que la riposte actuelle doit tenter d'atténuer. Néanmoins, des recherches sont nécessaires pour comprendre les conséquences nuancées de l'épidémie de 2013–2016 dans le temps, et par rapport à la riposte actuelle.
- N'Zérékoré est un centre politique et économique prospère du sud-est de la Guinée qui accueille une des populations urbaines les plus diverses de la Guinée sur le plan ethnique. Si le virus Ébola devait continuer de se propager à N'Zérékoré, sa densité démographique, son importance économique et administrative et sa situation le long de la frontière guinéenne augmentent le risque de transmission à la région et potentiellement au-delà de ses frontières, à la Sierra Leone, au Libéria et à la Côte d'Ivoire. Ces frontières sont extrêmement poreuses, avec de nombreux points d'entrée non officiels. Les mouvements transfrontaliers de personnes et de bétail

devraient augmenter aux alentours de Pâques (4 avril 2021) et du mois du Ramadan (13 avril – 12 mai).

- Compte tenu de sa précarité économique, la majorité de la population est susceptible de mettre ses besoins quotidiens au-dessus des préoccupations inhérentes à la MVE. La riposte devrait chercher à intégrer ses mesures à des interventions complémentaires en faveur des moyens de subsistance. Si la flambée épidémique se propage dans la ville, des mesures doivent être prises afin de maintenir ouverts et sécurisés les trois principaux marchés.
- Les organisations de la riposte devraient s'assurer que le personnel recruté représente la diversité ethnique de la ville, tant pour des raisons linguistiques que pour garantir une répartition équitable de l'emploi. Lorsque les intervenants sont déployés, leurs compétences linguistiques et leur appartenance ethnique devraient être alignées avec celles des communautés dans lesquelles ils opèrent.
- La population de N'Zérékoré se tourne pour les soins de santé vers un ensemble de praticiens de santé formels et informels. La riposte ne doit pas tenter de fermer des établissements de santé, car cela peut provoquer le mécontentement des populations et aggraver la situation sanitaire. Les prestataires de première ligne doivent être plutôt dotés de kits d'hygiène, être vaccinés et recevoir une formation (le cas échéant, une remise à niveau) sur le tri des patients, la prévention et le contrôle des infections.
- Les interventions de la riposte doivent prévoir suffisamment de temps pour un échange réel avec les familles affectées et vulnérables et les représentants communautaires. Ces derniers doivent être identifiés par consultation avec la communauté, et non uniquement sur recommandation des autorités locales, dans la mesure où les appartenances politiques peuvent interférer avec les mécanismes de représentation.
- Les administrations de quartier requièrent une aide financière (frais de transport, crédit téléphonique, perdiems) afin de communiquer avec leurs communautés et de recueillir des informations auprès d'elles. Les paiements doivent être fixés en fonction de tâches spécifiques, effectués de manière transparente et en rendant des comptes afin d'éviter la perception selon laquelle les fonds consacrés à la riposte sont captés par les élites politiques et les expatriés.
- Il est essentiel que la riposte collabore avec le gouvernement préfectoral et régional, tout en reconnaissant leurs affiliations politiques. Du fait d'un environnement politique tendu, les partenaires de la riposte doivent veiller à ne pas donner l'impression de soutenir certains hommes politiques ou leurs partis.

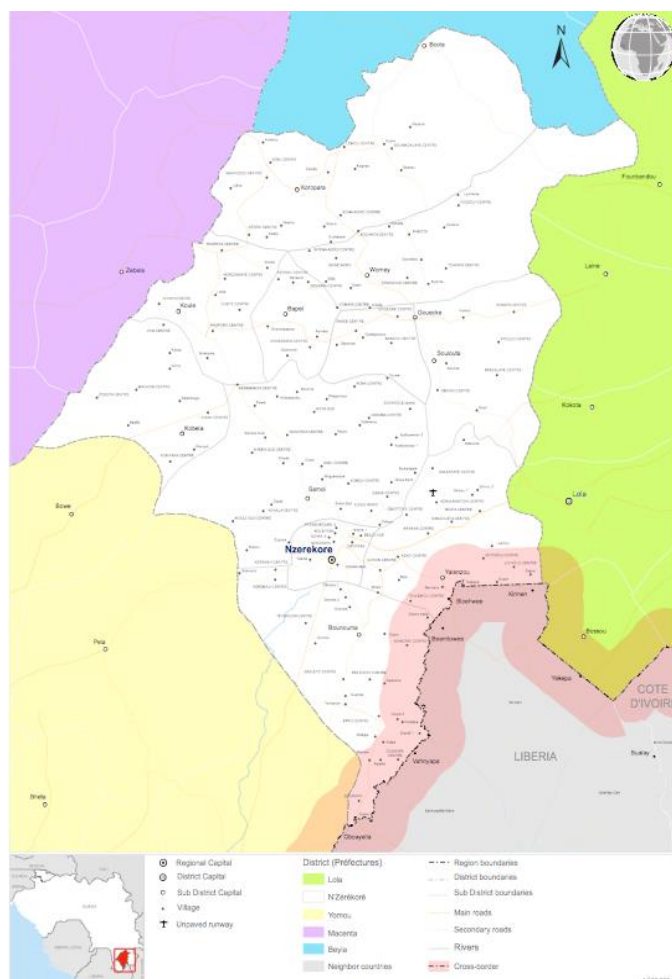
- Pour la communication des risques et l'engagement communautaire, la riposte doit continuer de collaborer avec la radio locale et de soutenir les journalistes afin qu'ils puissent communiquer efficacement au sujet de la flambée épidémique et de la riposte, y compris en répondant directement aux questions des auditeurs dans plusieurs langues.
- Le paysage religieux de N'Zérékoré est très dynamique. Les chefs religieux jouent un rôle positif dans la flambée épidémique, notamment pour la recherche des contacts. Les institutions religieuses doivent être tenues informées de l'évolution de l'épidémie et des activités de la riposte, et dotées de ressources financières, matérielles et techniques afin de communiquer avec leurs fidèles.
- De nombreux résidents de N'Zérékoré sont membres d'associations diverses qui devraient devenir des partenaires pour la riposte. En cas de propagation de la flambée épidémique vers d'autres villes, les antennes de N'Zérékoré des associations de ressortissants (associations de migrants originaires de la même localité) peuvent être mobilisées pour aider à rechercher les contacts et communiquer avec les représentants locaux.
- Le soutien offert aux personnes guéries de la MVE a été en grande partie interrompu ou réduit depuis la fermeture de nombreux programmes de suivi après l'épidémie de 2013–2016. La riposte actuelle devrait fournir aux associations de guéris une aide financière, matérielle, sociale et technique, et mettre les nouveaux guéris en contact avec les réseaux établis.
- Les précédentes épidémies ont montré que le protocole d'enterrement digne et sécurisé (EDS) doit être adapté au contexte local en collaboration avec la communauté, en conciliant le risque de transmission avec les pratiques coutumières (éventuellement adaptées).
- Compte tenu de la mobilité de la population le long des axes de transport, la riposte devrait activement s'adresser aux chauffeurs de taxi et de minibus qui, s'ils bénéficient d'une aide financière et matérielle adéquates, peuvent jouer un rôle clé dans le signalement des cas suspects, la diffusion de l'information et l'adoption de pratiques de prévention. Les chauffeurs de taxi, souvent commissionnés pour le transport de personnes décédées, devraient être impliqués par le biais de leur syndicat, soutenus et équipés pour poursuivre cette activité en toute sécurité.
- Les habitants de N'Zérékoré et la population guinéenne en général considèrent la ville comme dangereuse. Les intervenants doivent être conscients des risques sécuritaires, particulièrement liés aux manifestations politiques. Il convient d'être attentif aux alertes officielles, mais le personnel local est le mieux placé pour conseiller sur les déplacements sécurisés dans la ville. Les intervenants doivent collaborer avec

les autorités préfectorales afin d'insister sur la non-militarisation des structures de santé, la distribution de vaccins et le Centre de Traitement Ébola/le CTEPI.

SYNTHÈSE : N'ZÉRÉKORÉ

N'ZÉRÉKORÉ

N'Zérékoré est un centre urbain politique et économique prospère du sud-est de la Guinée. En 1917, la ville fut désignée capitale d'un « cercle militaire » de la colonie de Guinée française et l'est resté jusqu'à l'indépendance de la Guinée en 1958. La ville accueille désormais les bureaux du gouverneur de la région de N'Zérékoré et ceux du préfet de la préfecture de N'Zérékoré. La ville a été affectée par les répercussions des guerres civiles en Sierra Leone, au Libéria et en Côte d'Ivoire dans les années 1990 et au début des années 2000, alors que la Guinée accueillait entre 300 000 et 500 000 réfugiés.² En 2002, environ 100 000 réfugiés libériens vivaient dans les trois camps de réfugiés de la préfecture de N'Zérékoré ainsi que dans des logements privés.³ La ville est devenue une plateforme d'organisation pour les opérations humanitaires et a servi de base aux bureaux régionaux de l'OMS, du CICR, du HCR et du HCDH jusqu'au début des années 2010. L'UNICEF, le PAM, le PNUD et l'UNFPA y ont maintenu leur présence jusqu'à aujourd'hui. La population de la ville n'a cessé d'augmenter au cours des trois dernières décennies. En 1983, elle s'élevait à un peu plus de 30 000 habitants et, selon les projections fondées sur le dernier recensement (2014), elle avoisinerait les 250 000 habitants aujourd'hui (ce qui signifierait une densité de 5 000 habitants par km²), bien que les chiffres exacts demeurent inconnus.⁴ Les manifestations politiques et les conflits interethniques, souvent interconnectés, y ont pris de l'ampleur ces dernières années (voir ci-dessous). Si la MVE continue de se propager à N'Zérékoré, sa densité démographique,

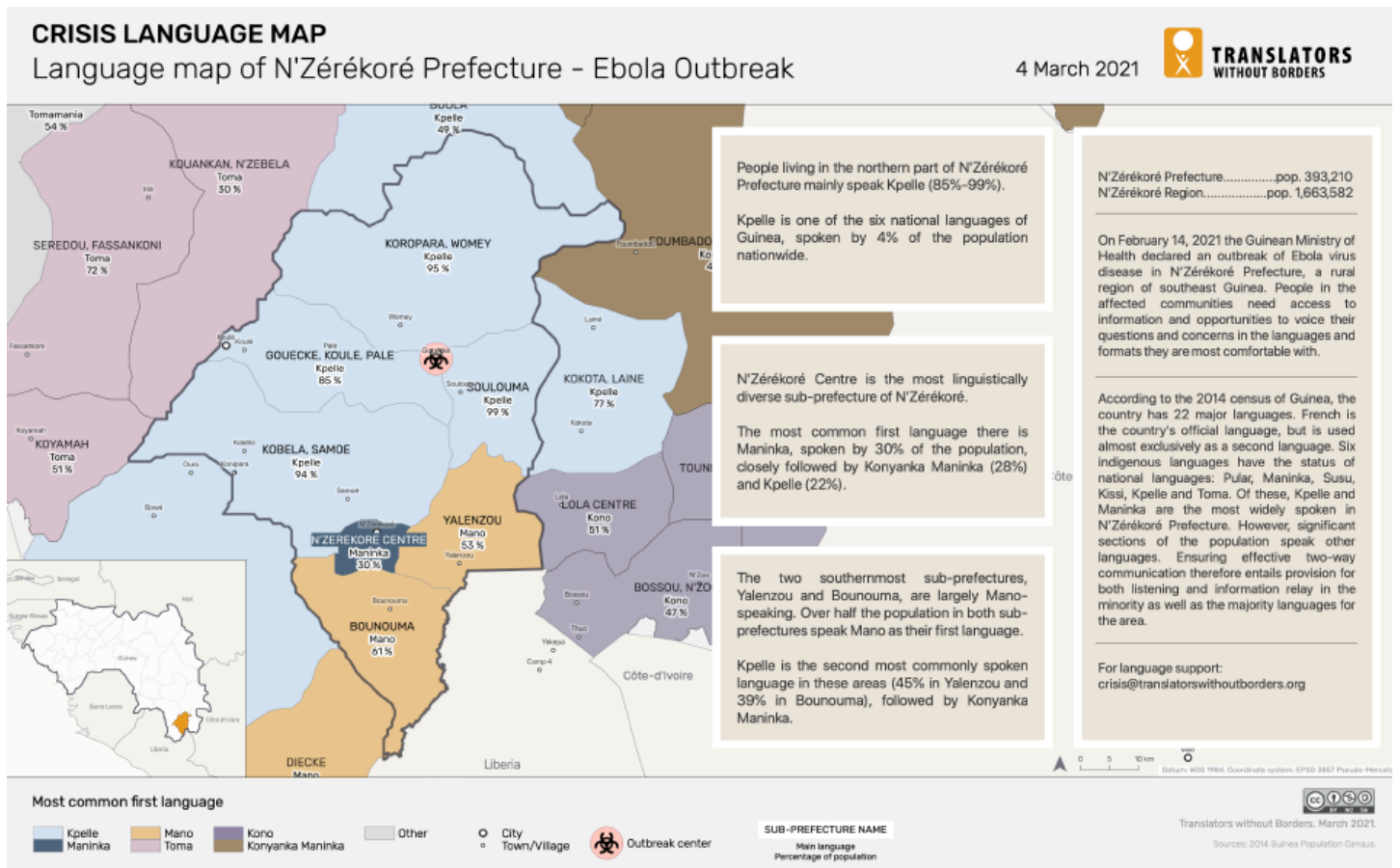


Carte 2 – Préfecture de N'Zérékoré

son importance économique et administrative et sa situation le long de la frontière guinéenne augmentent le risque de transmission épidémique.

DÉMOGRAPHIE

N'Zérékoré a une des populations urbaines les plus diverses de Guinée sur le plan ethnique. La ville compte des communautés de résidents d'ethnie guerzé, mano, konianké, peulh, malinké, toma, kissi et soussou, ainsi que des migrants originaires d'autres pays d'Afrique de l'Ouest (dont le Sénégal, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso) et des réfugiés installés originaires du Libéria et de la Sierra Leone.⁵ Les Guerzé (avec les Mano) forment la majorité de la population de N'Zérékoré et revendiquent le statut d'autochtones, c'est-à-dire qu'ils affirment avoir occupé le territoire avant les autres groupes ethniques. Toutefois, les populations konianké venant du nord de la région ont historiquement conclu des alliances avec les propriétaires fonciers locaux.⁶ Les quartiers de N'Zérékoré sont hétérogènes, mais on leur attribue souvent une identité ethnique (p. ex., les Malinké et les Peulh dans le quartier de Commercial, les Guerzé et les Mano à Belle Vue, etc.).⁷ La société civile, les associations religieuses et professionnelles possèdent des caractéristiques ethniques. Les populations konianké, malinké et peulh sont musulmanes et dominent le marché de N'Zérékoré, le commerce et les services. Les Guerzé et les autres groupes ethniques, désignés comme « Forestiers » à l'échelle nationale, sont chrétiens et leur subsistance économique dépend majoritairement de l'agriculture, de l'élevage et de l'artisanat. (Voir la carte établie par Traducteurs sans frontières. Nous utilisons les noms français pour les groupes ethniques et linguistiques dans la présente note stratégique. Les noms anglais sont utilisés par la carte établie par Traducteurs sans frontières. Guerzé est la traduction française de « Kpelle » en anglais, et Malinké, la traduction de « Maninka »).



LANGUES

La ville de N'Zérékoré présente un pluralisme linguistique inégalé dans la région. La première langue est le konianké (très proche du malinké), parlée par 52 % de la population, suivie par le guerzé (28 %). La langue véhiculaire varie selon le quartier, mais la langue la plus couramment utilisée pour les transactions sur le marché central est le konianké. Le français est la seule langue officiellement enseignée à l'école. Elle est comprise par la majorité des résidents et utilisée dans le contexte professionnel et administratif : le français est plus « neutre » sur le plan ethnique et politique que les autres langues. Les documents de la riposte rédigés en français pourraient être traduits en malinké, mais la priorité doit être accordée à la communication verbale en konianké et en guerzé.⁸

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET PRÉCARITÉ

Suite à un ralentissement lors de l'épidémie de MVE de 2013–2016, l'économie guinéenne est à nouveau en expansion (10 % au cours de la période 2016–2017, 5,6 % en 2019).⁹ Stimulée par les investissements directs étrangers dans le secteur minier, cette croissance ne génère pas d'emplois ou d'infrastructures solides pour la population. L'inflation est constante, à environ 10 % depuis 2014. La population de N'Zérékoré est

vulnérable à ces tendances macroéconomiques. Selon les statistiques nationales, moins de 5 % de la population de la région est salariée.¹⁰ N'Zérékoré est officiellement la deuxième région la plus pauvre de Guinée en 2018–2019, avec 45,6 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté. En 2014, 80 % de la population de la ville déclare que son ménage dispose d'un revenu faible ou modeste.¹¹ L'économie locale dépend principalement des ventes de riz, de café, de caoutchouc, de bananes et d'huile de palme.¹² Elle a été durement touchée par l'épidémie de MVE en 2013–2016 et la chute des prix du caoutchouc. En 2020, l'épidémie de COVID-19 a encore déstabilisé le commerce des produits agricoles locaux.¹³ Compte tenu de sa précarité économique, la majorité de la population est susceptible de mettre ses besoins quotidiens au-dessus des préoccupations inhérentes à la MVE. La riposte devrait chercher à intégrer les mesures de lutte contre l'épidémie à des interventions complémentaires en faveur des moyens de subsistance, telles que le programme de transferts en espèces établi par le Programme Alimentaire Mondial à N'Zérékoré.¹⁴ Si la flambée épidémique se propage dans la ville, des mesures doivent être prises afin de maintenir ouverts et sécurisés les trois principaux marchés (Marché central, Marché Mohomou et Marché Dorota). À la date de la rédaction de la présente note stratégique, quelques dispositifs de lavage des mains sont signalés dans la ville (à l'entrée des centres de santé, des banques et des bâtiments administratifs), mais aucun sur les marchés.

MOUVEMENTS DE PROTESTATION

N'Zérékoré a été le théâtre de mouvements de protestation récents, notamment en 2020 au sujet du référendum pour l'adoption d'une nouvelle constitution et des élections nationales. La nouvelle constitution était lue comme un stratagème permettant au président Alpha Condé de se maintenir au pouvoir pour un troisième mandat. Elle a par conséquent été contestée par de nombreuses personnes. Des manifestations ont été organisées en 2019 à N'Zérékoré par l'antenne du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC). En juin 2019, la police et les forces armées ont été déployées à N'Zérékoré lors d'un défilé du FNDC interdit par les autorités locales. Les manifestations, violemment réprimées, ont entraîné un décès.¹⁵ Les forces de sécurité ont également été accusées d'avoir permis des pillages dans les boutiques de la ville. Le 22 mars 2020, jour du référendum, des groupes de citoyens armés se sont affrontés, faisant 32 morts.¹⁶ Leurs dépouilles ont été évacuées et secrètement enterrées dans une fosse commune de N'Zérékoré, dans la « Forêt du 1er mai ». Selon un rapport de Human Rights Watch, les forces de sécurité n'ont pas répondu aux appels à la protection des populations et des biens. Au contraire, à N'Zérékoré et en d'autres lieux de manifestation, elles auraient fait usage excessif de la force pour disperser les manifestants, y compris par gaz lacrymogènes et balles réelles.¹⁷ Au lendemain de la manifestation, plus de 40 personnes

ont été arrêtées et emprisonnées à Kankan. Leur procès a débuté le 11 mars 2021 au Tribunal de Première Instance de N'Zérékoré. L'accès au tribunal était limité en raison de la flambée épidémique, mais des forces de sécurité ont été déployées dans les environs.¹⁸ De nouveaux mouvements de protestation sont à craindre en lien avec la procédure judiciaire.

De manière générale, les manifestations et les grèves nationales sont annoncées à l'avance et se tiennent dans le centre commercial de la ville. C'est là, et dans les quartiers de Nakoyakpala, Nyen et Dorota I, que des affrontements avec les forces de sécurité et des pillages sont souvent signalés. Des manifestations spontanées ont également lieu contre la criminalité et le harcèlement policier (récemment menées par des chauffeurs de taxi moto).¹⁹ Ces manifestations sont imprévisibles. Souvent contrôlées par des tirs d'avertissement, un couvre-feu et une présence militaire renforcée, les manifestations peuvent significativement perturber les mouvements à travers la ville pendant plusieurs jours. De plus, la présence de miliciens armés de l'ancien United Liberation Movement for Liberia for Democracy (ULIMO-K) est toujours signalée à Dorota, faisant du quartier une zone crainte par les Forestiers. Les alertes officielles doivent être suivies, mais le personnel local est le mieux placé pour conseiller sur la sécurité des déplacements en ville.

RELATIONS INTERETHNIQUES ET CONFLITS

La coexistence pacifique entre groupes ethniques est la norme à N'Zérékoré et dans la région de la Guinée Forestière, où elle est entretenue par plusieurs générations d'alliances politiques et de mariages interethniques. Néanmoins, les tensions interethniques à N'Zérékoré et dans la région ont augmenté depuis les années 1990.²⁰ La violence a atteint un sommet en juillet 2013, lorsque 217 personnes furent tuées dans des émeutes à N'Zérékoré et 15 villes voisines. L'appartenance ethnique et religieuse, mais également l'accès à la terre, le chômage et le manque d'opportunités pour les jeunes, l'impunité des criminels et le sous-développement de la région sont au cœur de revendications de longue date et des conflits récurrents entre les Guerzé et les Konianké. Au cours des dernières années, ces frustrations ont été aggravées par le népotisme de l'État et la perception de nombreux diplômés guerzé qu'ils sont victimes de discrimination, en particulier dans l'accès à la fonction publique (l'État est considéré comme le principal employeur du pays et le seul à même d'offrir la sécurité de l'emploi). En décembre 2020, les hostilités interethniques ont été ravivées à Macenta, une préfecture de la région de N'Zérékoré, où des affrontements ont éclaté entre Toma (un groupe ethnique chrétien forestier) et Manian (un groupe musulman affilié aux Malinké).²¹ Compte tenu de ces tensions, les organisations de la riposte devraient s'assurer que le personnel recruté représente la diversité ethnique de la ville, tant pour des raisons linguistiques que pour

garantir une répartition équitable de l'emploi. Lorsque les intervenants sont déployés, pour la recherche de contacts et l'engagement communautaire par exemple, leurs compétences linguistiques et leur appartenance ethnique devraient être alignées avec celles des communautés où ils opèrent.

CRIMINALITÉ ET INSÉCURITÉ

Les habitants de N'Zérékoré et la population guinéenne en général considèrent la ville comme dangereuse. Selon les données d'une enquête réalisée en 2014, 37 % des résidents de N'Zérékoré déclarent avoir été victimes de cambriolage.²² Les cambriolages sont plus fréquents pendant la saison des pluies, entre mai et décembre, car les quartiers sont moins surveillés lorsque les habitants sont contraints de s'abriter de la pluie. Les résidents craignent également la montée de l'insécurité liée aux gangs, qui ciblent fréquemment les chauffeurs de taxi moto. Ils peinent à distinguer la police (les forces civiles) de la gendarmerie (les forces armées). Les forces de sécurité sont généralement perçues comme corrompues, et des plaintes sont rarement déposées dans les quelques commissariats de police de la ville. L'enquête réalisée en 2014 révèle également que 65 % des résidents estiment que les groupes d'autodéfense sont les plus aptes à protéger la ville, et moins de 11 % d'entre eux déclarent avoir confiance dans les forces de sécurité. En 2020, les autorités municipales ont mis en place à des comités de veille pour surveiller les déplacements dans les quartiers par le biais de patrouilles nocturnes.²³ Les expatriés ne sont pas une cible notable des activités criminelles et des attaques à N'Zérékoré, mais cela peut changer si la flambée épidémique persiste. Les organisations internationales doivent suivre les déplacements nocturnes de leur personnel.

PRATIQUES FUNÉRAIRES

La plupart des quartiers de N'Zérékoré comptent un cimetière, mais beaucoup de familles préfèrent enterrer leurs morts dans leur concession ou dans leur ville natale. Le lieu de l'inhumation dépend du lien que le défunt entretenait avec N'Zérékoré et sa ville natale. En 2020, le maire de N'Zérékoré s'est alarmé du nombre croissant de sépultures dans les concessions urbaines et a rappelé qu'elles sont généralement interdites.²⁴ Les dépouilles des défunts peuvent être transportées des zones urbaines vers les zones rurales, souvent via une course payante en taxi. De tels mouvements constituent un risque de transmission important, comme il a été constaté lors de l'épidémie de MVE de 2013–2016. Les chauffeurs de taxi doivent être impliqués par le biais de leur syndicat, soutenus et équipés pour poursuivre leur activité en toute sécurité.

La dépouille du défunt est couramment lavée, habillée et enveloppée dans un linceul par des parents du même sexe.²⁵ Les rites funéraires et les obsèques donnent lieu à de grands rassemblements. Familles et connaissances se rendent au domicile du défunt pour exprimer leurs condoléances aux membres de la famille, faire un don et, selon la fortune de la famille du défunt, partager un repas et des boissons. Lors d'épidémies antérieures, les obsèques ont agi comme des événements de « super-propagation », bien que dans le cadre de la flambée épidémique actuelle, les soins aux malades semblent jouer un rôle plus important dans la transmission de la maladie, en particulier à N'Zérékoré. En Guinée, le protocole d'enterrement digne et sécurisé (EDS), introduit lors de l'épidémie de maladie à virus Ébola de 2013–2016, avait en partie amplifié les tensions, en particulier lorsqu'il était appliqué à des personnes décédées de cause inconnue, ou lorsqu'il était certain qu'elles n'étaient pas infectées par le virus. Les précédentes épidémies ont montré que le protocole d'enterrement digne et sécurisé (EDS) doit être adapté au contexte local en collaboration avec la communauté, en conciliant le risque de transmission avec les pratiques coutumières (éventuellement adaptées).²⁶

ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ

La ville de N'Zérékoré dispose d'un hôpital régional et de sept centres de santé. Le personnel de santé agréé est faible, avec un ratio d'un médecin pour 14 000 habitants dans la région.²⁷ La plupart des centres de santé sont dirigés par des infirmiers et des agents techniques de santé. La population de N'Zérékoré se tourne donc pour les soins de santé vers un ensemble de prestataires. Elle porte une grande confiance aux cliniques de quartier (où elle peut recevoir des injections et des perfusions) et aux pharmacies (où sont pratiqués des tests de diagnostic en plus de la vente de médicaments), bien que le coût, la disponibilité et la qualité des médicaments en circulation soient l'objet d'inquiétudes. Avant la flambée épidémique, la Direction Préfectorale de la Santé avait recensé 300 « structures de santé informelles » dans la ville. Mais le personnel soignant est souvent sollicité par parents et voisins afin de fournir des soins à domicile. En outre, de nombreux guérisseurs traditionnels prodiguent des soins à N'Zérékoré et, selon la maladie, des plantes médicinales sont souvent administrées en association avec des produits pharmaceutiques. La riposte ne doit pas tenter de fermer des établissements de santé, car cela peut provoquer le mécontentement des populations et aggraver la situation sanitaire. Les praticiens de santé formels et informels doivent être impliqués comme partenaires clés de la riposte, à l'image des guérisseurs traditionnels, qui sont déjà mobilisés. Les prestataires de première ligne doivent être dotés de kits d'hygiène, être vaccinés et recevoir une formation (le cas échéant, une remise à niveau) sur le tri des patients, la prévention et le contrôle des infections.

N'Zérékoré a connu des inondations dévastatrices depuis 2016, généralement au plus fort de la saison des pluies, aux mois d'août et septembre. Les inondations causent de graves dégâts matériels et des pertes en vies humaines. Des ponts sont souvent détruits, ce qui complique les déplacements entre quartiers. Les organisations intervenant dans la riposte devraient élaborer un plan de contingence afin de minimiser l'impact potentiel d'inondations sur leurs opérations, en particulier dans les quartiers les plus exposés.

LEGS DE L'ÉPIDÉMIE DE MVE DE 2013–2016

La ville de N'Zérékoré est à moins de 250 km du village de Méliandou, dans la préfecture de Guéckédou, qui avait enregistré le premier cas d'Ébola en Afrique de l'Ouest en 2013. L'épidémie a officiellement fait 11 325 morts, dont 2 544 en Guinée.²⁸ L'épidémie et la riposte ont cristallisé des tensions sociopolitiques et accru la méfiance de la population envers les autorités sanitaires et les représentants de l'Etat. Leur legs façonne les perceptions de l'épidémie actuelle et des mesures de riposte, ainsi que les attentes des populations. Les interactions actuelles seront probablement influencées par l'épidémie précédente, et pas uniquement par les activités présentes. Il ne faut pas sous-estimer le legs multidimensionnel de cette période, mais des recherches sont nécessaires pour éclairer les conséquences nuancées de l'épidémie de 2013–2016 dans le temps, et à l'égard de la riposte présente.

MÉFIANCE ET RÉSISTANCE

Durant l'épidémie de MVE de 2013–2016, la Guinée a paru se distinguer par une plus faible coopération avec les mesures de la riposte qu'en Sierra Leone et au Libéria.²⁹ Les incidents enregistrés allaient de l'évitement des équipes de la riposte et du refus de signaler ou d'enregistrer les contacts, à l'agression de délégations et à l'incendie de centres de traitement Ébola. En août 2014, 22 personnes furent blessées lors d'une émeute visant à attaquer le bureau de Médecins Sans Frontières à N'Zérékoré. Des rumeurs circulaient selon lesquelles les autorités avaient fait « pulvériser » du désinfectant – ou du virus – sur le marché.³⁰ Le 16 septembre de la même année, huit membres d'une délégation de médecins, de politiciens et de journalistes furent assassinés à Womey.³¹ Leurs dépouilles furent jetés dans une latrine, et les survivants furent pourchassés.³² L'armée riposta en pillant des maisons et en contraignant de nombreux habitants de Womey à se réfugier dans leurs champs, où certains sont décédés. En 2015, 11 personnes furent condamnées à la prison à perpétuité pour avoir perpétré les atrocités commises à Womey, mais aucun officier militaire ne fut jugé.³³

La méfiance est un legs important de l'épidémie de 2013–2016. L'épidémie a déclenché une réponse sociopolitique complexe en Guinée Forestière et une méfiance mutuelle continue d'influencer de nombreuses interactions. Les investigations épidémiologiques, même concernant des maladies courantes telles que la rougeole, sont souvent mal accueillies au niveau local, d'autant plus que les autorités sanitaires ont tendance à réprimander publiquement les mères d'enfants non vaccinés. Les « chasseurs de virus » qui prélèvent des animaux sauvages ont d'abord été chassés, du fait des rumeurs selon lesquelles ils injectent des agents pathogènes dans la faune locale. Anticipant de l'hostilité vis-à-vis de leur activité, certains préleveurs ont renoncé à porter l'équipement de protection individuel et tenté de dissimuler leur activité.³⁴ Ceci indique que la méfiance est multidirectionnelle. En conséquence de l'attaque de Womey et d'autres événements violents, les intervenants de la riposte et de la préparation aux épidémies en Guinée Forestière ajustent leur comportement sur un sentiment d'insécurité qui peut saper les engagements positifs au niveau local. La méfiance est acceptée et attendue dans le cadre des activités de routine liées à la surveillance des maladies et à la préparation aux épidémies. Au cours de la flambée épidémique actuelle, il a été signalé que certains intervenants locaux craignent des violences, ce qui engendre une certaine réticence à être déployés et à collaborer avec les communautés, surtout dans les zones rurales. En connaissance de cause, la riposte actuelle doit s'efforcer d'atténuer les conséquences de la suspicion mutuelle.

En outre, les forces de sécurité ont été déployées pour contrôler l'accès à Gouécké, coordonner les efforts de vaccination et localiser les contacts.³⁵ Les forces de sécurité ont très mauvaise réputation à N'Zérékoré, où les affrontements interethniques et politiques ont renforcé la perception qu'elles sont sectaires, inefficaces, corrompues et violentes.³⁶ Les intervenants devraient collaborer avec les autorités préfectorales pour insister sur la non-militarisation des structures de santé, de la distribution de vaccins et du Centre de Traitement Ébola/CTEPI.

RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ POST-ÉBOLA ET PRÉPARATION AUX ÉPIDÉMIES

À la suite de l'épidémie de MVE de 2013–2016, la région de N'Zérékoré a bénéficié d'aides au développement pour se préparer à de nouvelles flambées. La Direction Préfectorale de la Santé a même dédié des bureaux à la gestion d'un projet financé par l'Union européenne, à hauteur de 25 millions d'euros, pour le renforcement du système de santé entre 2015 et 2018.³⁷ Des centres de santé ont été construits ; des tests de diagnostic, du matériel chirurgical, des ambulances et des médicaments essentiels ont fait l'objet de dons ; l'administration sanitaire a été équipée de matériel informatique ; et des politiques ont été mises en œuvre pour la rétention du personnel de santé en zones rurales (un

problème très aigu dans la région de N'Zérékoré). Le laboratoire de l'hôpital régional a été équipé de machines PCR et de réactifs pour la détection du virus Ébola et un protocole de surveillance des fièvres hémorragiques y a été introduit. Des Équipes Régionales et Préfectorales d'Alerte et de Riposte aux Épidémies (ERARE et EPARE) ont été formées pour conduire des investigations épidémiologiques. Un Centre de Traitement des Epidémies à Potentiel Infectieux (CTEPI) a été construit à N'Zérékoré (en périphérie de la ville, à proximité d'une clinique psychiatrique). Les recherches sur le réservoir écologique d'Ébola se sont enfin concentrées sur la Guinée Forestière, où de nombreuses équipes se sont rendues afin de prélever la faune.

Ces investissements dans le système sanitaire ont certainement contribué à la détection précoce de l'épidémie actuelle. Mais ils ont également pour conséquence négative d'entretenir un sentiment de peur parmi les populations, qui évitent ainsi les établissements de santé. Le personnel hospitalier pratique rarement des tests de dépistage du virus Ébola, même sur les patients qui répondent aux critères de surveillance nationaux, par crainte des difficultés impliquées par la notification de cas suspects.³⁸ Depuis 2017, très peu de patients atteints de maladies infectieuses ont été isolés au CTEPI de N'Zérékoré, tant et si bien qu'à la mi-2019, l'administration sanitaire s'est proposé de le réaffecter en centre de soins de santé primaire. Néanmoins, la réticence des habitants de N'Zérékoré à se rendre dans la structure se poursuit, car son architecture même rappelle les centres de traitement Ébola. Le CTEPI de Gouécké n'a quant à lui jamais été équipé et aucun personnel n'y a été affecté. En 2020–2021, les CTEPI de Guinée ont été utilisés pour l'isolement et le traitement de patients atteints de la COVID-19, et parfois de leurs contacts, mais la détention de personnes en bonne santé a déclenché des mouvements de protestation pour leur sortie. En réponse à l'épidémie actuelle, ALIMA a construit un nouveau centre de traitement Ébola dans le quartier de Boma, à côté du CTEPI de N'Zérékoré, en mars 2021. Afin de garantir que ces investissements verticaux aient un impact positif sur le long terme, la riposte doit travailler en étroite collaboration avec le chef de quartier afin de bâtir des infrastructures durables.³⁹

ASSOCIATIONS DE PERSONNES GUÉRIES D'ÉBOLA

1 270 personnes ont survécu à la première épidémie de MVE en Guinée. Plus d'une centaine d'entre elles vivent à N'Zérékoré et dans les environs. Dans la mesure où elles semblaient immunisées contre la maladie après leur guérison et puisqu'elles rencontraient des difficultés à reprendre leur activité précédente, beaucoup d'entre elles ont travaillé pour la riposte en tant qu'aides-soignants et promoteurs de santé (HP). Les guéris de la MVE ont été inclus dans des programmes de surveillance et des études de

cohorte pour le suivi et le traitement de leurs séquelles (par exemple, l'étude PostEboGui).⁴⁰ Des études ont isolé le virus Ébola dans le sperme de certains hommes guéris, mais par crainte de perpétuer les accusations et la stigmatisation, ces résultats n'ont pas été communiqués par les autorités sanitaires et sont peu connus du grand public. Les survivants d'Ébola ont subi de nombreuses stigmatisations après leur guérison, mais pour la plupart, elles ont diminué ou disparu en l'espace de quelques années.⁴¹

Les survivants d'Ébola à N'Zérékoré se sont organisés en une association placée sous l'égide du Réseau National des Associations de Survivants d'Ébola en Guinée (RENASEG). Le soutien offert aux personnes guéries de la MVE a été en grande partie interrompu ou réduit depuis la fermeture de nombreux programmes de suivi après l'épidémie de 2013–2016. La riposte actuelle devrait fournir aux associations de guéris une aide financière, matérielle, sociale et technique, et mettre les nouveaux guéris en contact avec les réseaux établis.

L'ÉTAT LOCAL

CONTEXTE POLITIQUE

Le contexte politique de la Guinée orientale est souvent décrit comme dominé par la perception que les représentants de l'État sont des « étrangers » (ressortissants guinéens d'autres régions) servant leurs propres intérêts.⁴² Héritage des structures coloniales françaises, les différents ministères de tutelle (Santé, Agriculture, etc.) sont représentés dans les localités par des fonctionnaires nommés par le gouvernement, qui ne sont pas toujours originaires de la région et ne parlent pas la langue locale.⁴³ Lors de l'épidémie de 2013–2016, les fonctionnaires ont rempli des fonctions qui faisaient double emploi avec les mesures de riposte, renforçant l'appareil étatique et conduisant beaucoup à critiquer la politisation de la riposte. Au moment de la rédaction de la présente note stratégique, il semble que la population de N'Zérékoré soit largement coopérative (ou du moins indifférente) face à ce qui semble encore être une épidémie contenue. Mais des « actes de résistance » non précisés, probablement alimentés par les profits prétendument tirés par l'élite de la flambée, ont été signalés à Gbangana et à Gonia II, où les résidents guerzé, qui soutiennent pour beaucoup l'opposition, sont majoritaires.⁴⁴ Les tensions sont susceptibles de s'accroître si l'épidémie persiste. Les interventions de la riposte doivent prévoir suffisamment de temps pour un échange réel avec les familles affectées et vulnérables et les représentants communautaires. Ces derniers doivent être identifiés par consultation avec la communauté, et non uniquement sur recommandation des

autorités locales, dans la mesure où les appartenances politiques sont susceptibles d'interférer avec les mécanismes de représentation.⁴⁵

CABINET DU MAIRE

Moriba Albert Delamou a été élu maire de N'Zérékoré en novembre 2018. Delamou, de l'ethnie guerzé, appartient au parti présidentiel guinéen, le Rassemblement du Peuple de Guinée. Ses cinq vice-maires représentent une variété de partis de la majorité et de l'opposition et comprennent des hommes politiques koniaké. Le cabinet du maire dispose d'un personnel important et a de multiples responsabilités au niveau local, y compris l'assainissement et les travaux publics. L'une des principales responsabilités du maire consiste à assurer la coordination avec les chefs de quartier de la ville. En février 2021, le maire a été critiqué pour sa partialité dans la nomination du patriarche de N'Zérékoré, un sage guerzé influent en ce qui concerne les mécanismes de cohésion interethnique.⁴⁶

CHEFS DE QUARTIER

N'Zérékoré compte 22 quartiers, chacun doté de son propre chef. Les chefs de quartier sont des partenaires essentiels pour la riposte au niveau local. Elus lors des élections municipales de 2018, les chefs n'ont été installés qu'en juin 2020, en raison de contestations du processus électoral et des résultats. Les chefs de quartier représentent à la fois l'État central et le cabinet du maire. Selon une enquête réalisée en 2014, environ 40 % des personnes interrogées à N'Zérékoré déclarent que les chefs de quartier sont les mieux placés pour garantir la sécurité et ils s'adressent souvent à eux pour formuler leurs plaintes (plutôt qu'à la police).⁴⁷ Certains chefs de quartier ont des emplois secondaires, mais beaucoup gagnent leur vie grâce aux commissions reçues en échange de l'exécution de fonctions administratives, de la perception des impôts et de l'organisation des élections. Il est à noter que la réputation des chefs de quartier varie : certains sont des personnalités très populaires, tandis que d'autres sont perçus de façon moins favorable, surtout s'ils sont réputés extorquer des honoraires élevés ou prennent des décisions controversées. La riposte doit prendre en compte ces facteurs de réputation grâce aux retours du personnel local et des résidents eux-mêmes. Les organisations internationales doivent également comprendre que les administrations de quartier requièrent une aide financière (frais de transport, crédit téléphonique, perdiems) pour communiquer avec les communautés et recueillir des informations auprès d'elles. Les paiements doivent être fixés en fonction de tâches spécifiques, et effectués de manière transparente et en rendant des comptes afin d'éviter la perception selon laquelle les fonds consacrés à la riposte sont captés par les élites politiques et les expatriés.

AUTORITÉS PRÉFECTORALES ET RÉGIONALES

Le siège de la préfecture de N'Zérékoré est situé dans le quartier Commercial de N'Zérékoré, et le gouvernorat régional dans le quartier de Nyen II. Les fonctionnaires occupant les postes de gouverneur et de préfet de N'Zérékoré sont des représentants de l'État. Ils ont tous deux été remplacés en avril 2020 à la suite des tueries de mars 2020 (la légitimité du préfet était contestée après qu'il eut déclaré lors d'une conférence de presse « si le président Alpha Condé m'ordonne d'égorger quelqu'un, je le ferai. »⁴⁸). Il est fréquent que l'État nomme des militaires à ces postes, en raison de la situation transfrontalière et de la réputation insurrectionnelle de N'Zérékoré. L'actuel gouverneur, le général Mohamed Gharé, a été critiqué en août 2020 par les associations de la jeunesse locale, qui l'accusent d'attiser la haine interethnique.⁴⁹ Il est essentiel que la riposte collabore avec le gouvernement préfectoral et régional, tout en reconnaissant leurs affiliations politiques. Du fait d'un environnement politique tendu, les partenaires de la riposte doivent veiller à ne pas donner l'impression de soutenir des hommes politiques ou leurs partis.

CONSEIL DES SAGES

Conformément aux politiques de décentralisation, les anciens sont envisagés par le gouvernement guinéen comme partageant l'autorité sur le district avec le conseil élu.⁵⁰ Ce rôle est significatif à N'Zérékoré dans la mesure où les autorités municipales ne sont pas issues des lignages dirigeants et beaucoup sont considérées comme des étrangers. Le conseil des sages de N'Zérékoré, présidé par un patriarche guerzé, sert de médiateur aux conflits communaux et fonciers entre familles. Leur soutien est très recherché par les candidats aux élections. Le dernier patriarche de N'Zérékoré, Molou Holomo Hazaly Zogbélé mou, a exprimé son soutien à Alpha Condé lors de rassemblements électoraux.⁵¹ Il est décédé en décembre 2020. Sa succession continue d'être contestée, avec l'installation en janvier 2021 de deux candidats émanant de familles guerzé apparentées.⁵² Le différend a été déploré à N'Zérékoré comme dû à l'ingérence de l'État dans les affaires du pouvoir coutumier.

VIE ASSOCIATIVE

ASSOCIATIONS RELIGIEUSES

Le paysage religieux de N'Zérékoré est extrêmement dynamique. Selon l'enquête démographique de 2014, 47 % des personnes de la région se déclarent musulmanes, 28 % chrétiennes et 11 % sont animistes ou pratiquent une autre religion.⁵³ Le pourcentage de

chrétiens est certainement plus élevé dans la ville de N'Zérékoré, qui abrite un diocèse catholique et de nombreuses églises protestantes et évangéliques. Mais même parmi ceux qui déclarent l'islam ou le christianisme comme religions officielles, les croyances et pratiques « animistes » locales sont souvent importantes, notamment autour des funérailles. Il est de coutume pour les musulmans de se rendre à la mosquée pour la prière du vendredi, et de nombreux chrétiens assistent quotidiennement aux offices, participent à des chorales, des veillées de prières, des pèlerinages et des groupes d'étude religieux. Les protestants et les évangélistes voyagent également dans les pays frontaliers pour rencontrer des leaders charismatiques ou participer à des ateliers. De nombreux membres du clergé catholique de Guinée proviennent des paroisses du diocèse de N'Zérékoré. Les résidents accordent confiance et respect aux autorités religieuses, qui sont d'ailleurs actives dans l'assistance aux populations (en particulier l'Organisation catholique pour la promotion humaine, OCPH). L'église protestante fournit également des soins de santé de qualité à la Clinique N'Zao, positionnée sur la Route Nationale 2 en direction de Lola. Les chefs religieux jouent un rôle actif dans la flambée épidémique, notamment pour la recherche des contacts. Les institutions religieuses doivent être tenues informées de l'évolution de la flambée et des activités de la riposte, et dotées de ressources financières, matérielles et techniques afin de communiquer avec la population de la ville.

ASSOCIATIONS DE RÉSIDENTS ET SOCIÉTÉ CIVILE

De nombreux résidents de la ville de N'Zérékoré sont membres d'associations ethniques, d'associations de jeunes, d'associations de développement, d'associations féminines, de tontines (associations d'épargne) et d'associations de ressortissants (associations de migrants originaires de la même localité). Les activités de nombreuses associations se chevauchent et incluent la promotion du patrimoine culturel, le plaidoyer politique, le démarchage des bailleurs pour le développement local et l'obtention d'opportunités de formation et d'emploi pour leurs membres.⁵⁴ En raison de ces activités, les associations sont souvent perçues comme opportunistes, « ethnicisées » et susceptibles d'être « achetées » par les partis politiques. Les associations de ressortissants doivent néanmoins devenir des partenaires de la riposte, en particulier l'association de ressortissants de Gouécké, qui a déjà joué un rôle essentiel dans l'orientation de ces ressortissants vers les soins. En cas de propagation de la flambée épidémique vers d'autres villes, les antennes de N'Zérékoré des associations de ressortissants pourraient être mobilisées pour la recherche des contacts et communiquer avec les représentants locaux.

MÉDIAS

Les médias nationaux et locaux de la Guinée touchent un vaste public. La presse écrite n'est pas répandue à N'Zérékoré. La chaîne de télévision d'État (Radio Télévision Guinéenne, ou RTG) est diffusée à N'Zérékoré mais ses informations ne sont pas considérées comme très fiables. Toutefois, la ville dispose d'un grand nombre de stations radio (Radio Rurale, Radio Espace Forêt, Radio Baobab, Radio Liberté, Radio Pacifique), qui sont extrêmement populaires. La population fait confiance à la radio en tant que canal de communication et d'information, et de nombreuses personnes participent activement aux émissions interactives. Certaines d'entre elles, comme par exemple la Radio Rurale, diffusent exclusivement en langues locales (guerzé et malinké, selon la chaîne) tandis que d'autres utilisent le français. Les journalistes ont été réquisitionnés par l'État pour la communication sur l'épidémie.⁵⁵ Les stations de radio de N'Zérékoré animent déjà des émissions interactives et diffusent des messages de prévention dans les langues locales. Par le biais de la communication des risques et l'engagement communautaire, la riposte doit continuer de collaborer avec la radio locale et soutenir les journalistes afin qu'ils communiquent efficacement au sujet de la flambée épidémique et de la riposte, y compris en répondant aux questions des auditeurs dans plusieurs langues.

La grande majorité des foyers de N'Zérékoré possèdent au moins un téléphone mobile et utilisent les médias sociaux pour communiquer (principalement WhatsApp, Facebook et Messenger). Les jeunes et les adultes diplômés accèdent aux informations par le biais des médias traditionnels et des canaux officiels, ainsi que des médias sociaux et d'Internet. Toutefois, les fausses informations circulent rapidement sur les médias sociaux, comme des informations utiles et exactes, et peuvent créer et exacerber les angoisses liées à la flambée épidémique et à la riposte. La riposte doit faire la veille des médias sociaux, en tant que composante numérique des retours communautaires.

TRANSPORTS ET POINTS D'ENTRÉE

ROUTES TERRESTRES NATIONALES

Le trafic terrestre arrive à N'Zérékoré principalement par la Route Nationale 1 nord-ouest qui relie la ville à Conakry par les préfectures de Macenta, Guéckédou et Kissidougou. Le trafic terrestre inclut des camions affrétés au transport de marchandises, des minibus, des taxis, des voitures privées et des motos. Les routes nationales sont mal entretenues et le trajet de N'Zérékoré à Conakry prend généralement deux jours. Certains tronçons (entre autres la zone autour de Guéckédou) ne sont pas goudronnés et le trafic est souvent

gravement perturbé pendant la saison des pluies, lorsque des camions s'enlisent dans la boue et bloquent le passage. Au moment de la rédaction de la présente note stratégique, des travaux entre Kindia et Mamou entraînent des retards supplémentaires. Depuis N'Zérékoré, la route nationale 1 continue vers le sud-ouest jusqu'à Yomou. Ce tronçon est également non goudronné, ce qui rend la préfecture de Yomou particulièrement difficile d'accès pendant la saison des pluies. La Route Nationale 2, qui passe par N'Zérékoré et Gouécké, relie la préfecture de Beyla, au nord, à la préfecture de Lola, à l'est.

Les résidents des préfectures de la région de N'Zérékoré entretiennent des liens sociaux et économiques étroits avec la ville de N'Zérékoré, et y voyagent fréquemment pour vendre des produits agricoles, faire leurs courses, aller à l'école, rendre visite à leurs proches et se rendre dans les structures sanitaires. Les véhicules chargés de passagers arrivent et partent des gares routières de N'Zérékoré (en plus de la Gare Centrale Onah), qui sont situées sur les quatre routes principales et desservent les destinations nationales et internationales (vers le Libéria et la Côte d'Ivoire). Il a été signalé que le nombre de taxis en destination et au départ de N'Zérékoré a diminué en raison de la flambée épidémique actuelle.⁵⁶ L'OIM a établi des contrôles aux quatre principaux points d'entrée de la ville, mais ceux-ci ne seraient opérationnels que jusqu'à 16h30 pour des raisons de sécurité et de nombreux automobilistes ignoreraient ou forceraient les barrages routiers.⁵⁷ Compte tenu de la mobilité de la population le long des axes de transport, la riposte devrait activement s'adresser aux chauffeurs de taxi et de minibus qui, s'ils bénéficient d'une aide financière et matérielle adéquates, peuvent jouer un rôle clé dans le signalement des cas suspects, la diffusion de l'information et l'adoption de pratiques de prévention.

TRANSPORT AÉRIEN

N'Zérékoré est desservie par un aéroport, situé à 12 km au nord-est de la ville. Il est normalement utilisé par des transporteurs privés pour les sociétés minières. Dans le cadre de la riposte, UNHAS opère des vols à destination de l'aéroport deux fois par semaine, ce qui réduit la durée du voyage entre N'Zérékoré et Conakry à moins de deux heures pour les intervenants de la riposte.

POSTES FRONTIÈRES

La préfecture de N'Zérékoré partage une frontière avec le Libéria. Le point d'entrée officiel, Yalenzou, est situé à 16 km au sud-est de la ville, mais la frontière est extrêmement poreuse, avec quatre autres points d'entrée non réglementés dans les sous-préfectures de Bounouma et Yalenzou.⁵⁸ Plus de 700 personnes traversent quotidiennement la frontière entre la Guinée et le Libéria à Baala-Ganta, dans la préfecture de Yomou, à 80

km au sud de N'Zérékoré. En outre, entre 200 et 700 personnes traversent la frontière entre la Guinée et la Côte d'Ivoire à Thuo, dans la préfecture de Lola, à 65 km à l'est de N'Zérékoré. Au moment de la rédaction de la présente note stratégique, les activités de surveillance et de contrôle ont été intensifiées aux postes frontières.⁵⁹ Il convient toutefois de noter que, même quand la frontière est officiellement fermée, le passage est généralement accordé par les forces de sécurité contre paiement, et le passage est toujours possible par les nombreux points d'entrée non officiels. La frontière entre la Guinée et le Libéria avait été fermée en raison de la COVID-19 en avril 2020, mais elle a été réouverte en octobre 2020 et une augmentation du trafic a été signalée.⁶⁰ Les mouvements transfrontaliers de personnes et de bétail devraient augmenter aux alentours de Pâques (4 avril 2021) et au cours du mois du Ramadan (13 avril – 12 mai). Le Libéria, la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire ont intensifié la surveillance aux points d'entrée et dans les villes frontalières.⁶¹

REMERCIEMENTS :

Cette note stratégique a été rédigée par Emmanuelle Roth (Université de Cambridge) et éditée par Juliet Bedford (Anthrologica). Avant sa finalisation, le texte a été revu par Alice Desclaux (IRD), Melissa Leach (IDS), Frédéric le Marcis (IRD), Melissa Parker (LSHTM), Joschka Philipps (Université de Bayreuth) et Almudena Mari Sáez (Institut Robert Koch).

CONTACT

Contactez-nous pour toute requête relative à la riposte contre la flambée épidémique de virus Ébola en Guinée et aux activités de préparation dans les pays limitrophes, concernant une synthèse, des outils, une expertise technique ou une analyse à distance. Si vous souhaitez rejoindre le réseau de conseillers, veuillez également contacter la Plateforme Social Science in Humanitarian Action en envoyant un e-mail à Annie Lowden (a.lowden@ids.ac.uk) ou (julietbedford@anthrologica.com). Concernant la flambée épidémique de virus Ébola en Guinée, les points de liaison clés de la plateforme incluent : l'UNICEF (nnaqvi@unicef.org) ; RCCE Collective Service (ombretta.baggio@ifrc.org) ; la FICR (elisabeth.ganter@ifrc.org) ; l'OMS (leganda@who.int) ; la Cellule d'Analyse en Sciences Sociales (CASS) responsable des Analyses intégrées et multidisciplinaires en épidémies (scarter@unicef.org) ; et le Groupe de recherche en sciences sociales du GOARN (nina.gobat@phc.ox.ac.uk).



La Plateforme Social Science in Humanitarian Action est un partenariat entre l'Institute of Development Studies, Anthrologica et la London School of Hygiene and Tropical Medicine. Ce projet a été financé par le UK Foreign, Commonwealth and Development Office et le Wellcome Trust sous le numéro de subvention 219169/Z/19/Z. Les opinions exprimées ci-après sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions ou politiques de l'IDS, d'Anthrologica, de la LSHTM, du Wellcome Trust ou du gouvernement britannique.

Référence suggérée : Roth, E. (2021) Considérations clés : Flambée épidémique de virus Ébola en Guinée en 2021, le contexte de N'Zérékoré *Synthèse*, Brighton : Social Science in Humanitarian Action (SSHAP) DOI: [10.19088/SSHAP.2021.018](https://doi.org/10.19088/SSHAP.2021.018)

Publication mars 2021

© Institute of Development Studies 2020



Ceci est un document en accès libre distribué selon les modalités de la version 4.0 de la licence internationale Creative Commons Attribution (CC BY), qui autorise l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction sur tout support, à condition que les auteurs d'origine et la source soient crédités et que toute modification ou adaptation soit indiquée.

<http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>

RÉFÉRENCES

- ¹ Direction Régionale de la Santé de N'Zérékoré. (2021). *Analyse situationnelle de la MVE dans la sous-préfecture de Gouécké, préfecture de N'Zérékoré au 12 février 2021*. Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique de Guinée.
- ² McGovern, M. (2002). Conflit régional et rhétorique de la contre-insurrection : Guinéens et réfugiés en septembre 2000. *Politique Africaine*, 4(88), 84–102. <https://doi.org/10.3917/polaf.088.0084>
- ³ UNICEF. (2002). *Guinea situation report 31 August 2002*. <https://reliefweb.int/report/guinea/unicef-guinea-situation-report-31-aug-2002>
- ⁴ Institut National de la Statistique. (2020). *Annuaire statistique 2019*. Ministère du Plan et du Développement Economique. https://www.stat-guinee.org/images/Documents/Publications/INS/annuelles/annuaire/Annuaire_INS_2019_opt.pdf
- ⁵ Coginta (2014). *Diagnostic local de sécurité 2014*. <http://www.securitymap.org/fr/uploads/rapports/1455317258-21524832.pdf>
- ⁶ McGovern, M. (2012). *Unmasking the State: Making Guinea Modern*. University of Chicago Press.
- ⁷ Coginta, idem.
- ⁸ Translators without borders. (2021). *Ebola Outbreak in N'Zérékoré, Guinea – Crisis Language Map*. <https://translatorswithoutborders.org/ebola-outbreak-in-nzerekore-guinea-crisis-language-map/>
- ⁹ World Bank. (2019). *Guinea Overview*. [https://www.worldbank.org/en/country/guinea/overview#:~:text=Economic%20Overview,FDI\)%20in%20the%20mining%20sector](https://www.worldbank.org/en/country/guinea/overview#:~:text=Economic%20Overview,FDI)%20in%20the%20mining%20sector)
- ¹⁰ Institut National de la Statistique, idem.
- ¹¹ Coginta, idem.
- ¹² FEWS NET. (2016). *Revision of the livelihoods zone map and descriptions for the Republic of Guinea*. https://fewsn.net/sites/default/files/documents/reports/LIVELIHOOD%20ZONE%20DESCRIPTIONS%20G_N_0.pdf
- ¹³ Sakouvogui, P. M. (2021, March 11). Monique, vendeuse d'huile de palme : “Avec ce commerce, j’ai construit une maison...” *Africa Guinée*. <https://www.africaguinee.com/articles/2021/03/11/monique-vendeuse-d-huile-de-palme-avec-ce-commerce-j-ai-construit-une-maison>
- ¹⁴ WFP Guinea. (2020). *Country brief*. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP%20COUNTRY%20BRIEF%20GUINEA%20NOVEMBER%202020.pdf>
- ¹⁵ RFI. (2019). Nouvelle Constitution en Guinée: affrontements meurtriers à Nzérékoré. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190614-guinee-affrontements-nzerekore-nouvelle-constitution>
- ¹⁶ Human Rights Watch. (2020). ‘They Let People Kill Each Other.’ Violence in Nzérékoré During Guinea’s Constitutional Referendum and Legislative Elections. <https://www.hrw.org/report/2020/09/25/they-let-people-kill-each-other/violence-nzerekore-during-guineas-constitutional>
- ¹⁷ Human Rights Watch. (2020). *Guinea: Post-Election Violence, Repression*. <https://www.hrw.org/news/2020/11/19/guinea-post-election-violence-repression>
- ¹⁸ Bangoura, M. (2021, March 12). N'Zérékoré : le procès des membres du FNDC s’ouvre sous haute surveillance sécuritaire. *Mosaïque Guinée*. <https://mosaiqueguinee.com/nzerekore-le-proces-des-membres-du-fndc-souvre-sous-haute-surveillance-securitaire/>
- ¹⁹ Bangoura, M. (2021, March 12). N'Zérékoré : la police disperse une manifestation des conducteurs de taxi-moto. *Mosaïque Guinée*. <https://mosaiqueguinee.com/nzerekore-la-police-disperse-une-manifestation-des-conducteurs-de-taxi-moto/>
- ²⁰ Medam, B. & Abouya, B. (2013). *Conflict Analysis Report, Guinée Forestière*. Search for Common Ground Guinea. <https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1860/situation-analysis-guinee-forestiere.pdf>; McGovern, M. (2017). *A Socialist Peace? Explaining the Absence of War in an African Country*. University of Chicago Press.

- ²¹ AFP. (2020, 28 December). Guinée : au moins 11 morts dans des heurts communautaires. *VOA Afrique*. <https://www.voaafrique.com/a/guin%C3%A9e-au-moins-11-morts-dans-des-heurts-communautaires/5715540.html>
- ²² Coginta, idem.
- ²³ Soumaoro, A. S. (2020, 17 December). Insécurité à N'Zérékoré : vers la mise en place des comités de veille. *Media Guinée*. <https://mediaguinee.org/insecurite-a-nzerekore-vers-la-mise-en-place-des-comites-de-veille/>
- ²⁴ Bangoura, M. (2020, November). N'Zérékoré: les enterrements dans les quartiers désormais proscrits, l'hygiène publique menacée. *Mosaïque Guinée*. <https://mosaiqueguinee.com/nzerekore-les-enterrements-dans-les-quartiers-desormais-proscrits-lhygiene-publique-menacee/>
- ²⁵ Fairhead, J. (2014). *The significance of death, funerals and the after-life in Ebola-hit Sierra Leone, Guinea and Liberia: Anthropological insights into infection and social resistance*. Ebola Response Anthropology Platform for SSHAP. https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/15185/SSHAP_COVID-19_Key_Considerations_Informal_Settlements-final.pdf?sequence=15&isAllowed=y
- ²⁶ Anoko, J. & Doug, H. (2020). *Balancing Burial Rituals with Public Health Demands During the 2014 Guinean Ebola Epidemic*. SSHAP Case Study 8. UNICEF, IDS and Anthrologica. <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/20.500.12413/15419>; Ripoll, S. (2020). *Death and Funerary Practices in the Context of Epidemics: Upholding the Rights of Religious Minorities*. CREID Working Paper 2020(3). https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/20.500.12413/15716/CREID_Working_Paper_3.pdf?sequence=4&isAllowed=y
- ²⁷ Section Statistique et Information Sanitaire. (2017). *Annuaire statistique sanitaire*. Ministère de la Santé. https://www.stat-guinee.org/images/Documents/Publications/SSN/sante/SSN_Annuaire_Statistique_Sanitaire_2017.pdf
- ²⁸ Centers for Disease Control and Prevention. (2019). *2014-2016 Ebola Outbreak in West Africa*. <https://www.cdc.gov/vhf/ebola/history/2014-2016-outbreak/index.html>
- ²⁹ ACAPS. (2015, April). *Ebola in West Africa. Guinea: Resistance to the Ebola Response*. Thematic Note. https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/h_guinea_resistance_to_the_ebola_response_24_april_2015.pdf
- ³⁰ Bah, B. (2014, 31 August). Guinée: retour à un calme précaire à N'zérékoré après des affrontements. *AA*. <https://www.aa.com.tr/fr/archive/guin%C3%A9e-retour-%C3%A0-un-calme-pr%C3%A9caire-%C3%A0-nz%C3%A9r%C3%A9kor%C3%A9-apr%C3%A8s-des-affrontements/126439>
- ³¹ Fairhead, J. (2016) idem.
- ³² Ouendeno, M. (2014). *Rapport de la mission dans la sous-préfecture de Womey, Préfecture de N'Zérékoré du 15 septembre 2014*. OMS.
- ³³ Barry, D. (2015, 11 April). Ebola : 11 Guinéens condamnés à perpétuité dans l'affaire du « drame de Womey ». *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/230243/societe/ebola-11-guin-ens-condamn-s-perp-tuit-dans-l-affaire-du-drame-de-womey/>
- ³⁴ Evidence for this was collected during E. Roth's ethnographic fieldwork for her doctoral thesis on Guinean 'virus samplers.'
- ³⁵ Bangoura, M. (2021, February). Ebola en Guinée : vers le déploiement des forces de sécurité à Gouécké ? *Mosaïque Guinée*. <https://mosaiqueguinee.com/ebola-en-guinee-vers-le-deploiement-des-forces-de-securite-a-Gouécké/>
- ³⁶ Coginta (2014).
- ³⁷ Projet d'Appui au Renforcement du Système de Santé, PASA2. <https://guineepasa.com/>
- ³⁸ Raab, M., Pfadenhauer, L. M., Nguyen V., Doumbouya D., Hoelscher M. & Froeschl G. (2020). Period prevalence and identification challenges of viral haemorrhagic fever suspect cases in a tertiary referral hospital in Guinea: a cross-sectional, retrospective study of triage and emergency room patient profiles. *BMC Infectious Diseases*, 20(838), 1–11. <https://doi.org/10.1186/s12879-020-05573-8>
- ³⁹ Roth, E. (2019). Beneath Ebola ruins: The enduring temporariness of the 2014–2016 outbreak response in Guinea. *Medicine Anthropology Theory*, 6(2), 93–101. <https://doi.org/10.17157/mat.6.2.672>

- ⁴⁰ Diallo, M. S. K., Toure, A., Sow, M. S., Kpamou, C., Keita, A. K., Taverne, B., Peeters, M., Msellati, P., Barry, T. A., Etard, J.-F., Ecochard, R. & Delaporte, E. (2021). Understanding the long-term evolution and predictors of sequelae of Ebola virus disease survivors in Guinea: A 48-month prospective, longitudinal cohort study (PostEboGui). *Clinical Infectious Diseases*. Accepted manuscript.
- ⁴¹ Sow, S., Desclaux, A., Taverne, B. & Groupe d'Etude PostEboGui (2016). Ebola en Guinée : formes de la stigmatisation des acteurs de santé survivants. *Bulletin de la Société de pathologie exotique*, 109, 309–313.
- ⁴² Fairhead, J. (2016). Understanding Social Resistance to the Ebola Response in the Forest Region of the Republic of Guinea: An Anthropological Perspective. *African Studies Review*, 59(3), 7–31. <https://doi.org/10.1017/asr.2016.87>
- ⁴³ Schroven, A. (2010). The People, the Power and the Public Service: Political Identification during Guinea's General Strikes in 2007. *Development and Change*, 41(4), 659–77. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2010.01658.x>
- ⁴⁴ Baldé, A. O. (2021, 2 March). Réticence à la vaccination anti-Ebola: seulement 24% des contacts vaccinés à N'Zérékoré. *Guinée News*. <https://www.guineenews.org/reticence-a-la-vaccination-anti-ebola-seulement-24-des-contacts-vaccines-a-nzerekore/>
- ⁴⁵ Anoko, J. (2021). *Perception des communautés à propos des interventions des équipes de riposte à la MVE à Gouécké (27/02 au 04/03/21)*. OMS.
- ⁴⁶ Guinée Matin. (2021, 13 March). Ingérence dans des affaires coutumières à N'Zérékoré : la plainte de la notabilité des Zogbela contre le maire Moriba Délamou. <https://guineematin.com/2021/02/13/ingerence-dans-des-affaires-coutumieres-a-nzerekore-la-plainte-de-la-notabilite-des-zogbela-contre-le-maire-moriba-delamou/>
- ⁴⁷ Coginta, idem.
- ⁴⁸ Kamano, N. L. (2020, 28 February). PREFET DE N'ZÉRÉKORÉ : « même si le président dit d'égorger quelqu'un... ». *Le Djely*. <https://ledjely.com/2020/02/28/prefet-de-nzerekore-meme-si-le-president-dit-degorger-quelquun/>
- ⁴⁹ Sakouvogui, P. F. (2020, 31 August). N'Zérékoré: sale temps pour le Gouverneur Mohamed Gharé... *Africa Guinée*. <https://www.africaguinee.com/articles/2020/08/31/n-zerekore-appel-au-depart-du-gouverneur-ghare-accuse-de-diviser-les-ethnies>
- ⁵⁰ Schroven, A. (2018). Co-opted, abolished, democratized. The Guinean state's strategies to manage local elders. In . Olaf and V. H. Markus (Eds.), *The State and the Paradox of Customary Law in Africa* (pp.139–162). Routledge.
- ⁵¹ Lamah, F. G. (2020, 10 March). Le patriarce de N'Zérékoré sort du silence : « mon bureau et moi, soutenons Alpha Condé ». *Guinée Matin*. <https://guineematin.com/2020/10/03/le-patriarce-de-nzerekore-sort-du-silence-mon-bureau-et-moi-soutenons-alpha-conde/>
- ⁵² Bangoura, M. (2021, December). Confusion à N'Zérékoré: après leur désignation, les deux patriarches ne se font plus de cadeaux. *Mosaïque Guinée*. <https://mosaïqueguinee.com/confusion-a-nzerekore-apres-leur-designation-les-deux-patriarches-ne-se-font-plus-de-cadeaux/>
- ⁵³ Institut National de la Statistique, idem.
- ⁵⁴ Engeler, M. (2016). Being Young in the Guinée Forestière: Members of Youth Associations as Political Entrepreneurs. *Wiener Zeitschrift für kritische Afrikastudien*, 16(30): 63–86. ISSN: 1992-8610.
- ⁵⁵ Valade, C. (2021, 2 March). Guinée: les médias acteurs majeur de la lutte contre Ebola. *RFI*. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210302-quin%C3%A9e-les-m%C3%A9dias-acteurs-majeur-de-la-lutte-contre-ebola>
- ⁵⁶ Diallo, T. (2021, 25 February). Réapparition d'Ebola en Forêt : la ligne Labé-N'Zérékoré désertée par les usagers. *Media Guinée*. <https://mediaguinee.org/reapparition-debola-en-foret-la-ligne-labe-nzerekore-desertee-par-les-usagers/>
- ⁵⁷ Valade, C. (2021, 27 February). Ebola en Guinée: les habitants de la région de Nzérékoré s'habituent aux barrages sanitaires. *RFI*. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210227-ebola-en-guin%C3%A9e-les-habitants-de-la-r%C3%A9gion-de-nz%C3%A9r%C3%A9kor%C3%A9-s-habituent-aux-barrages-sanitaires>
- ⁵⁸ IOM. (2016). *Guinée: Mobilité et risques de santé publique dans les zones frontalières, région de N'Zérékoré*.

⁵⁹ IOM. (2021, 18 February). L'OIM réagit à la résurgence du virus Ebola en Guinée et en République démocratique du Congo. <https://www.iom.int/fr/news/loim-reagit-la-resurgence-du-virus-ebola-en-guinee-et-en-republique-democratique-du-congo>

⁶⁰ Diallo, M. A. (2021, 23 January). Fermeture des frontières : à quoi jouent les autorités guinéennes ? *Financial Afrik*. <https://www.financialafrik.com/2021/01/23/fermeture-des-frontieres-a-quoi-jouent-les-autorites-guineennes/>

⁶¹ UN News. (2021, 25 February). West Africa steps up efforts to tackle latest Ebola threat. <https://news.un.org/en/story/2021/02/1085742>